

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 11 (1870), p. 125-128

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1870__11__125_0

© Société de statistique de Paris, 1870, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>



III.

Correspondance.

MONSIEUR LE RÉDACTEUR EN CHEF,

Parmi les derniers travaux de l'ancienne Direction centrale de statistique de la Sicile (supprimée par suite de la formation du royaume d'Italie) figure un travail très-étendu sur les diverses épidémies cholériques, qui, en 1837 (année de la plus forte mortalité), 1854 et 1855, ont sévi sur cette île.

Cette étude, faite avec une grande abondance de documents, puisqu'elle comprend un fascicule tout entier du *Journal de statistique de Sicile* (2^e série, n^o 4), attirera vivement l'attention, tant en Italie qu'à l'étranger.

Elle contenait, pour chaque invasion, l'énumération de toutes les communes successivement atteintes et de celles qui avaient échappé au fléau, distinction essentiellement favorable à la recherche des causes de toute nature qui avaient pu déterminer, pour certaines localités, l'infection cholérique, pour d'autres, une complète immunité.

Votre journal ayant de nombreux lecteurs en Sicile, permettez à un vétéran de la statistique officielle en Italie d'entrer, sur ce point, dans quelques détails qui auront un certain attrait pour eux.

Voici, par province, le nombre des communes qui ont échappé à l'invasion :

Proviaces.	Nombre des communes.	Nombre des communes non atteintes.
Palerme	75	8 ^a
Messine	97	49 ^a
Catane	62	7 ^a
Girgenti	40	4 ^a
Syracuse	31	Toutes frappées.
Trapani	21	4 ^a
Caltanissetta	29	4 ^a
Sicile entière	355	76

En tout, 76 communes sur 355 ayant échappé au fléau jusqu'en 1855 inclusive-ment.

En 1866, il était facile de prévoir sa réapparition, l'insurrection de septembre à Palerme ayant motivé l'arrivée, du continent où il sévissait, de troupes italiennes, qui ne pouvaient manquer de porter la contagion avec elles. En effet, il éclate immédiatement dans cette ville, pour faire bientôt le tour de l'île, où il a continué ses ravages pendant l'année suivante. Il est certain que des communes, jusque-là res-

-
1. Setafani, San Mauro, Collesano, Isnello, Geraci, Gratteri, Pollina, Lascari.
 2. Sampiero Monforte, Vocca, Fiumedinisi, San Filippo, Spadafora Sampiero, Castoreale, Novara, Voccella, Savoca, Forzadagrò, Casalnuovo, Malvagna, Limina, Mazzarrà, Meri, Mola, Antillo, Locudi, Moio, Tortorici, San Angelodibrolo, Giojosa, Piraino, San Piero sopra Patti, Ucria, Castanea, Ficarra, Galati, Montagnareale, Alcara, Vaccuja, Sinagra, Longi, Librizzi, Sammarco, Santissimo Salvatore, Frazzani, Brolo, Oliveri, Capri, Martini, Sorrentini, Mistretta, San Fratello, Jusa, Mottadafferma, Castelluccio, Vettineo.
 3. Belpasso, Zafferana Etnea, Maletto, Sperlinga, Piedimonte, Firomefreddo, Mirabella.
 4. Castrolippo, San Angelomuxiaro, Camastra, Calamonaci.
 5. Mazzara, Castelvetro, Campobello, Poggioreale.
 6. Sutura, Bompensiere, Castrogiovanni, Calascibetta.

pectées par l'infection, ont été atteintes; mais quelles sont-elles? Quelles sont également celles qui, atteintes précédemment, ont échappé à cette dernière invasion? Enfin, quelles sont celles qui ont conservé leur immunité de 1859 à 1867? Voilà des renseignements d'un grand intérêt qu'il m'a été impossible de recueillir.

Je me disposais à écrire à ce sujet à M. le directeur de la statistique générale d'Italie, lorsque j'ai été informé que les documents officiels relatifs aux épidémies sont exclusivement recueillis par le ministère de l'intérieur. Au fond, je ne m'explique pas que la Direction générale, qui publie les résultats des recensements et les relevés de l'état civil, en un mot, tous les faits relatifs au mouvement de la population, reste étrangère à la connaissance des épidémies. Quand j'avais l'honneur de diriger le service de la statistique de Sicile, je me livrais à l'enquête la plus minutieuse sur la marche du choléra, enregistrant avec le plus grand soin toutes les observations de nature à éclairer l'autorité et les populations sur les moyens les plus efficaces de le prévenir ou de le combattre.

Il est des personnes, je le sais, qui ne sont pas favorables à des publications de cette nature. Elles y voient, pour les individus, une cause d'affaiblissement moral, de véritable démoralisation, qui ne peut que favoriser l'invasion du mal. Elles craignent, en outre, que des renseignements tendant à démontrer, par exemple, le caractère infectieux, contagieux de l'épidémie, ne fassent désserter le lit des malades et n'amènent des émigrations essentiellement favorables à sa propagation.

Cette préoccupation peut avoir, je le reconnais, quelque chose de fondé. Il est évident qu'on ne lutte victorieusement contre les épidémies qu'à la condition d'une certaine énergie morale, d'une certaine sérénité d'esprit. Mais le courage, le sang-froid, fussent-ils poussés jusqu'au mépris du danger, ne suffisent pas pour le conjurer. L'hygiène est également nécessaire. J'ai vu des hommes très-braves, très-résolus, succomber les premiers, parce qu'ils avaient de regrettables habitudes d'intempérance.

Allons, d'ailleurs, au fond des choses. Est-ce que, dans la crainte de diminuer la bravoure des marins ou des soldats, on doit renoncer à publier le tableau des pertes de l'armée de terre ou de mer après une rencontre avec l'ennemi?

Je reviens au choléra et à la Sicile. N'est-il pas d'une grande importance pour cette île, si souvent éprouvée par le fléau, que l'on complète, pour 1866-1867, les travaux dont les invasions précédentes ont été l'objet? Ces travaux ont porté sur les faits ci-après: 1^o communes atteintes en 1837; 2^o *idem* attaquées en 1837 et 1854; 3^o *idem* respectées en 1837 et frappées en 1854; 4^o *idem* envahies en 1837, 1854 et 1855; 5^o *idem* atteintes en 1855 pour la première fois; 6^o *idem* ayant joui d'une immunité constante.

Maintenant il s'agirait, pour continuer cette étude, de diviser les communes de l'île en un nombre égal de catégories, c'est-à-dire de noter: 1^o les communes atteintes en 1837, 1854, 1855 et 1866; 2^o celles attaquées pour la première fois en 1866; 3^o les communes frappées dans les cinq invasions; 4^o celles qui n'ont subi que l'invasion de 1867. Enfin, il conviendrait de rechercher dans quelle proportion se sont successivement réduites les 76 communes échappées au fléau jusqu'en 1855.

Je sais bien que des travaux de cette nature n'ont pas été entrepris dans tous les pays que l'épidémie a visités; mais est-ce une raison pour ne pas les compléter en ce qui concerne la Sicile, où l'ancienne Direction de la statistique les avait entrepris avec beaucoup de zèle et de dévouement?

La Sicile, comme beaucoup d'autres pays de l'Europe, a été souvent ravagée par la peste. Supposons que les communes atteintes et non atteintes aient été notées à chaque invasion, et que ces communes soient les mêmes que le choléra a frappées depuis 1837. N'y aurait-il pas, dans cette coïncidence, un sujet de rapprochement des plus instructifs? Il serait évident, en effet, que ces localités se trouvent dans des conditions hygiéniques, telluriques, etc., telles, qu'elles sont particulièrement exposées aux maladies contagieuses. Et, dans ce cas, le champ serait ouvert à des recherches scientifiques de la plus grande valeur et du plus grand intérêt, non-seulement pour le pays qui en serait le théâtre, mais encore pour tous les autres. Et si, par hasard, de ces recherches allait sortir la découverte des conditions dans lesquelles une population est accessible ou réfractaire au choléra! quel triomphe pour la science et l'humanité!

Permettez-moi de vous dire, Monsieur, que j'ai été étonné de ne pas voir le Congrès de statistique s'emparer de cette grande question d'hygiène publique, pour en faire l'objet d'un des programmes d'enquête qu'elle soumet, tous les deux ou trois ans, à l'attention des gouvernements.

J'ai parlé de la peste et de sa disparition complète et probablement définitive en Europe, où elle a été remplacée par le choléra. Laissez-moi, Monsieur, vous raconter un souvenir de ma jeunesse. C'était en 1813; la peste venait d'éclater à Malte. Le danger était très-grand pour la Sicile, par suite de sa proximité du foyer d'infection. Aussi prit-elle les plus grandes précautions. Je citerai notamment le fait, en apparence assez étrange, de l'installation d'un gibet en vue du port de Palerme, dans le but d'effrayer les contrebandiers, véhicules ordinaires des épidémies. Mais la mesure la plus efficace fut une surveillance très-sévère sur toute la côte, à l'aide de postes d'observation très-rapprochés, et occupés par des gardes qui, la nuit, devaient donner l'alerte au son du buccin. L'île échappa au fléau, qui, depuis cette époque, n'a plus reparu en Europe.

Serait-il indigne du Congrès de statistique d'ouvrir, dans tous les pays qui se font représenter à ses réunions, une enquête sur les causes de cette disparition et sur le remplacement de la peste par le choléra? Qui sait s'il n'existe pas quelque analogie entre les deux fléaux, et si les précautions prises contre le premier, et avec un incontestable succès, ne réussiraient pas également contre le second? Je ne veux pas ranimer ici la grande querelle des contagionistes et des non-contagionistes; mais il me semble qu'il appartiendrait à une assemblée qui s'est donné la mission d'indiquer aux gouvernements, d'une part, les grands intérêts sociaux et humanitaires à étudier, de l'autre, la forme sous laquelle les faits relatifs à ces intérêts doivent être recueillis, de lui signaler l'importance d'une enquête générale et uniforme de cette nature.

Pardon de cette digression, qui m'a un peu éloigné de mon sujet: l'étude du choléra en Sicile. Nous voici à trois années de distance de la dernière épidémie dans cette île. Que le gouvernement italien, s'il attache, comme je le crois, quelque prix à continuer les observations de l'ancienne Direction de statistique, se hâte de recueillir, conformément aux indications que j'ai données, les renseignements qui lui sont nécessaires. Les difficultés de cette enquête s'accroîtront évidemment avec le temps. Heureusement que, si la Direction a disparu, la ville de Palerme a eu le bon esprit de fonder un bureau de statistique, dont le chef, M. le docteur Maggiore Perni, n'est pas inconnu des lecteurs de ce journal. Heureusement encore que

l'exemple de Palerme a été suivi dans le plus grand nombre des autres villes siciliennes de quelque importance.

Lors de sa première réunion à Bruxelles, en septembre 1863, le Congrès de statistique émettait le vœu « qu'en considération des phénomènes spéciaux que présentent, sous le rapport de la santé publique, de la moralité, de la criminalité, etc., les fortes agglomérations de population, des statistiques particulières et détaillées soient dressées pour toutes les grandes villes ». — Palerme, qui compte aujourd'hui près de 200,000 âmes, a la sienne depuis longtemps. Elle remonte, en effet, au recensement de 1798. Lorsque je fus appelé à la diriger, en remplacement de mon digne prédécesseur, le docteur François Calcagni, Palerme possédait déjà des tables du mouvement annuel de la population remontant à 1805.

Sous le précédent gouvernement, cette ville ne contribuait aux dépenses du service central que pour la très-modeste somme de 510 fr. Aujourd'hui, son seul bureau de statistique lui coûte 3,000 fr. Les temps sont bien et heureusement changés!

Mais le bureau de Palerme, de la seule ville de Palerme, ne peut entreprendre à lui seul, à moins d'une autorisation spéciale, le travail que je demande. Il est donc nécessaire que la Direction de la statistique générale d'Italie s'en charge. Rien de plus simple : par les ordres du ministre dont elle relève, les sept préfets de la Sicile auraient à en réunir les éléments, chacun pour sa province, et à les lui transmettre.

Au besoin, cependant, je le reconnais, le gouvernement pourrait confier, à titre extraordinaire, ce soin au bureau de Palerme, qui s'en acquitterait, je n'en doute pas, avec le plus grand zèle.

Reste la troisième hypothèse : ne rien faire du tout et laisser ainsi se perdre le fruit des travaux précédents; — je ne puis l'admettre.

Agréé, etc.

Palerme, 10 avril 1870.

Baron d'ANTALBÒ.
